

1870 : la guerre, le siège de Paris et le début du mouvement révolutionnaire

- 19 juillet : Déclaration de guerre de la France à la Prusse.

- 2 septembre : Défaite et capitulation de l'armée de Mac Mahon à Sedan. Napoléon III prisonnier.

4 septembre : Proclamation de la III^{ème} République à l'Hôtel de Ville de Paris.

Le Palais-Bourbon est envahi par les manifestants. Formation du gouvernement de la Défense nationale présidé par le général Trochu.

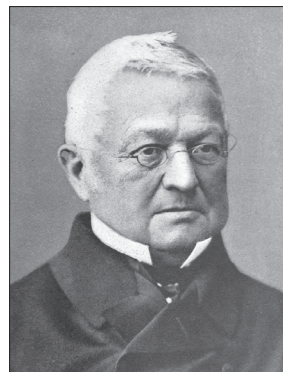
- 19/20 septembre : Blocus de Paris. La capitale est encerclée par 180 000 Prussiens.

- 28 septembre : Capitulation de Strasbourg

- 7 octobre : Départ de Gambetta en ballon : il gagne Tours où se trouve la Délégation du gouvernement et commence à organiser des armées de secours pour Paris.

- 31 octobre : Journée insurrectionnelle à Paris. Flourens et ses tirailleurs de Belleville prennent l'Hôtel de Ville, perdu dans la soirée.

- 1^{er} novembre : Arrestations parmi les insurgés, malgré les promesses faites.



Adolphe Thiers (1797 - 1877). Avocat de formation, il devient chef du pouvoir exécutif versaillais et organise la terrible répression contre les Communards. 30 000 seront fusillés, et on parle de 100 000 morts au total. Il sera président de la République du 31 août 1871 au 24 mai 1873.

1871 : la fin de la guerre et la Commune

- 5 janvier : Début du bombardement de Paris par les Prussiens.

- 6 janvier : La 2^e affiche rouge du Comité central des vingt arrondissements appelle à la lutte à outrance et à la formation de la Commune.

- 3/17 janvier : Défaites des armées de Gambetta dans le Nord, sur la Loire et dans l'Est.

- 18 janvier : Guillaume II, roi de Prusse est proclamé empereur d'Allemagne à Versailles, dans la galerie des glaces du château.

- 22 janvier : Échec d'une tentative insurrectionnelle place de l'Hôtel de Ville.

Une fusillade fait cinq morts parmi les manifestants. Le général Vinay dirige la répression.

- 28 janvier : Signature de l'armistice.

- 8 février : Élection de l'Assemblée nationale : 36 des 43 députés de la Seine sont des républicains hostiles à la capitulation.

- 15 février : Constitution provisoire de la Fédération de la Garde nationale.

- 17 février : À Bordeaux où s'est réunie l'Assemblée nationale, Adolphe Thiers est désigné comme chef du pouvoir exécutif.

- 24/26 février : Manifestations des gardes nationaux à la Bastille.

- 26 février : Signature à Versailles des préliminaires de paix qui prévoient la perte de l'Alsace-Lorraine.



- 1^{er} mars : Les préliminaires de paix sont ratifiés par l'Assemblée nationale réunie à Bordeaux par 546 voix contre 107.

- 1^{er}/3 mars : Les Allemands entrent à Paris et occupent les Champs-Élysées.

L'Assemblée décide de siéger non à Paris mais à Versailles.

- 11 mars : Le général Vinoy qui commande les troupes de Paris interdit plusieurs journaux républicains.

- 10/15 mars : Constitution du Comité central de la Garde nationale.

- 17 mars : Un conseil des ministres présidé par Thiers au Quai d'Orsay décide de faire enlever les canons qui sont à Montmartre et de faire ensuite arrêter les principaux meneurs révolutionnaires.

18 mars : Début de l'insurrection.

Échec de l'enlèvement des canons à Montmartre et Belleville. La troupe fraternise avec les insurgés. Les généraux Lecomte et Clément Thomas sont fusillés. Les autorités évacuent Paris et le Comité central de la Garde nationale s'installe à l'Hôtel de Ville.

- 19 mars : Proclamation de la Fédération de la Garde nationale. Le Comité central de la Garde nationale annonce des élections communales.

- 22 mars/4 avril : Mouvements communalistes en province : à Lyon (22-25 mars), à Marseille (23 mars-4 avril), à Narbonne (24 mars), à Toulouse (24-27 mars), à Saint-Étienne (24-28 mars), au Creusot (26 mars).

- 26 mars : Élections de la Commune de Paris.

- 28 mars : Proclamation, à l'Hôtel de Ville, de la Commune de Paris.

- 29 mars : La Commune nomme dix commissions. Abolition de la conscription et des armées permanentes. Remise des trois derniers termes de loyers et suspension des ventes au Mont-de-Piété.

- 2 avril : Séparation de l'Église et de l'État

- 3/4 avril : Échec des tentatives de sortie des fédérés sur Rueil, Bougival et Châtillon. Flourens et Duval, faits prisonniers, sont fusillés sans jugement.

- 6 avril : En riposte à cette exécution, la Commune vote le décret des otages.

Mac Mahon est nommé commandant en chef de l'armée de Versailles.

- 11 avril : Début des opérations menées par l'armée de Versailles. **Constitution de l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés.**

- 12 avril : Décret sur les échéances : toutes les poursuites sont suspendues.

- 16 avril : Décret sur la réquisition des ateliers abandonnés.

- 17 avril : Moratoire des effets de commerce.

- 19 avril : Vote par la Commune de la Déclaration au peuple français.

- 24 avril : Réquisition des logements vacants.

- 27 avril : Décret interdisant dans les ateliers le système des amendes et des retenues sur salaires.

- 28 avril : Publication de l'Appel au peuple de campagnes. Interdiction du travail de nuit dans les boulangeries. Formation d'une commission pour organiser l'enseignement laïc, primaire et professionnel.

- 1^{er} mai : Création par la Commune d'un Comité de salut public.

- 9 mai : Prise du fort d'Issy par les Versaillais.

- 15 mai : Appel de la Commune aux grandes villes de France. Sécession de la minorité de la Commune qui refuse les dérives autoritaires du comité de salut public.

- 16 mai : La colonne Vendôme est abattue.

- 19 mai : Décret de laïcisation de l'enseignement.

- 21 mai : Les troupes de Versailles entrent dans Paris par la porte de Saint-Cloud. Delescluze lance un appel à la Résistance.

21/28 mai : La Semaine sanglante :

40 000 communards sont arrêtés. 30 000 sont tués ou exécutés sans jugement. Massacres et incendies se généralisent. Les otages sont fusillés. Dernières barricades dans l'est de Paris.

- 29 mai : Reddition du fort de Vincennes qui était aux mains des communards mais qui n'avait pas participé à la guerre civile. Plusieurs officiers sont fusillés.

- Juin : Mise en place des conseils de guerre.



1872 : suite de la répression

Loi Dufaure interdisant l'affiliation à l'Internationale.

- 3 mai : Départ du premier convoi pour la Nouvelle-Calédonie. Environ 4 000 Communards y seront déportés, dont Louise Michel.

1880 : l'amnistie

- 11 juillet 1880 : Vote de la loi d'amnistie.

Chronologie issue du site des Amis de la Commune, d'après celle établie par Claude Latta dans « La Commune de 1871 - L'événement, les hommes et la mémoire » ; actes du colloque de Précieux et Montbrisson les 15 et 16 mars 2003, sous la présidence de Michelle Perrot et Jacques Rougeries. Publication de l'Université de Saint-Etienne, 2004.



Il y a 150 ans, la Commune de Paris affirmait dans sa Déclaration au peuple français qu'elle marquait « la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'affairisme, des privilèges ». Elle était « la forme enfin trouvée » du gouvernement ouvrier, d'après Karl Marx, celui du peuple pour le peuple, l'aube d'une nouvelle société libre et égalitaire.

Certes, pendant ces 72 jours - avant d'être « massacrée, étouffée dans le sang par les bourreaux de la réaction monarchique et cléricale » (Bakounine), la Commune n'a pas pu réaliser son projet émancipateur. Mais, avec ses forces, ses faiblesses et ses erreurs, elle a indiqué pour les peuples et les opprimés du monde entier la voie à suivre : l'indépendance de classe et la nécessité absolue de détruire l'appareil d'Etat bourgeois pour construire une société sans classes.

L'insurrection populaire est d'abord une réponse aux provocations du gouvernement. Les femmes y jouent le premier rôle. Dans ses mémoires Louise Michel raconte notamment que, le 18 mars : « toutes les femmes étaient là, montées en même temps que nous, je ne sais comment. (...) Entre nous et l'armée, les femmes se jettent sur les canons, les mitrailleuses ; les soldats restent immobiles (...) la Révolution était faite ! ». Le gouvernement de Thiers se réfugie à Versailles.

La Commune, proclamée le 28 mars après les élections, gouverne en s'appuyant sur la mobilisation autonome de la classe laborieuse avec ses organisations, ses clubs, ses bataillons de la garde nationale, ses fonctionnaires élus et issus de ses rangs.

La Commune n'est pas seulement un mouvement spontané et local. En 1792, pendant la première révolution, les sans-culottes avaient déjà investi la commune de Paris en opposition au gouvernement. Puis il y eut les grandes insurrections de 1830 et 1848. Celles et ceux de 1871 s'en souvenaient... Elle est aussi le produit de l'activité incessante des premières chambres syndicales, des théoriciens et des militants ouvriers (républicain.es, anarchistes, socialistes...) regroupés dans la Première Internationale - l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.) - qui oeuvrait depuis 1864 à « l'émancipation humaine ».

Pendant ces quelques semaines, une œuvre énorme est entreprise :

- Gouvernement populaire et « bon marché » avec ses élus payés au salaire ouvrier moyen, révocables à tout moment, (et comprenant même des étrangers).
- Séparation de l'Église et de l'État.
- Abolition de la conscription et des armées permanentes.
- Réquisition des ateliers et des logements vacants.
- Moratoire sur les dettes.
- Interdiction des amendes et des retenues sur salaires.
- Interdiction du travail de nuit (dans les boulangeries).
- Organisation de l'enseignement laïc, primaire et professionnel. Instruction gratuite pour tous les enfants, y compris et surtout les filles.
- Mesures pour l'égalité salariale femmes/hommes.

Tout cela alors que Paris est assiégé par les Prussiens, dans l'urgence, sans moyens, sans financements (les banques ne sont pas inquiétées), puis bombardé et mitraillé comme on sait par les Versaillais revanchards...

Cet espoir ouvert par la Commune a inspiré ensuite bien des tentatives d'émancipation et de révolution. Avec parfois comme résultat de grandes conquêtes sociales, des "victoires", momentanées comme en 1936 en Espagne, 1970 au Chili... ou plus durables (et discutables) - en Russie, en Chine, à Cuba et ailleurs -, mais aussi des défaites, toujours suivies de répressions et de reculs démocratiques. Avant que de nouvelles mobilisations ne renaissent... En fait, la lutte des classes est permanente. Tout comme le sont les crises économiques, sociales, écologiques.

Les communard.es montaient à "l'assaut du ciel".

En 150 ans, le monde a bien changé. Mais, au moment où les guerres, la misère et les épidémies ravagent la planète, où les 1 % les plus riches règnent scandaleusement sur le reste de l'humanité, au moment où le capitalisme pourrissant conduit à la barbarie généralisée, il nous a paru nécessaire de souligner l'actualité du programme social et politique de la Commune. Contre les Versaillais d'aujourd'hui, avons-nous un autre chemin à suivre ? ■

Ce projet a été monté par des militantEs de toutes tendances du mouvement ouvrier, partis et syndicats, féministes et associatifs de Saint-Nazaire. Il est tributaire des conditions sanitaires et climatiques à venir... Nous remercions aussi les élèves et enseignant.es du Lycée Expérimental, Les Ami.es de May et Les Amies et Amis de la Commune de Paris 1871...

LE PROGRAMME SAINT-NAZAIRE



SAMEDI 20 MARS PRÉSENTATION DU PROJET DÉBAT-REPAS SOLIDAIRE

12 h - Place du Commando (ou base sous-marine)
Conférence-Débat avec Gérard Lambert - Repas solidaire / Jeux interactifs / Musique.



SAMEDI 3 AVRIL LES COMMUNARDES PRENNENT LA VILLE

15 h : RDV devant la librairie L'Embarcadere - Actions théâtrales à travers Saint-Nazaire. Portraits de 8 Communardes.



DIM 11 AVRIL CHORALE FÉMINISTE

11 h : Marché central Anniversaire de l'Union des femmes.



SAMEDI 17 AVRIL AUX BARRICADES !

13 h : avenue de Penhoët, blockhaus (ou base sous-marine). 1871, la grève de 1955... Quels parallèles entre les combats actuels et passés ? Expo, débat. 14h30 : théâtre.



SAMEDI 1^{ER} MAI MANIFESTATION

10 h : Place de l'Amérique latine. Avec nos organisations syndicales, politiques et associatives.



SAMEDI 15 MAI INTERNATIONALISME

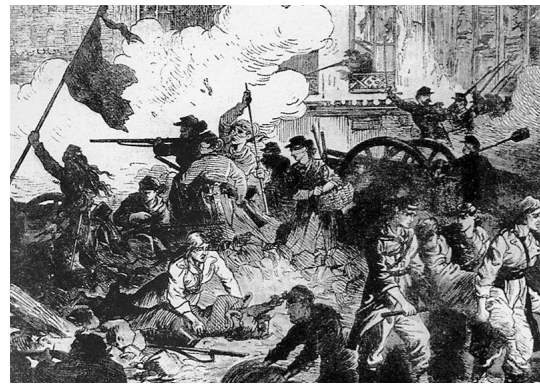
14 h : place Nadia Boulanger (Bouletterie) - Les Communards et révoltes à travers le monde. Expo affiches-Livres-Films-Extraits vidéos-Débat



SAMEDI 29 MAI L'ACTUALITÉ DE LA COMMUNE ASSEMBLÉE-DÉBAT

15 h - Parvis de la Mairie (ou Halle Sud du petit Maroc) Quel bilan ? Comment gagner ?

L'Insurrection et la prise du pouvoir



SAMEDI 20 MARS - PRÉSENTATION - CONFÉRENCE - REPAS

12 h - Place du Commando (ou halle sud du Petit Maroc en fonction de la météo). Présentation du projet - Expo, jeux interactifs - 12 h 30 : repas solidaire - 13 h 30 : conférence avec Gérard Lambert - 14 h : débat - 15 h : musique, chansons...

(A partir de 11 h se tiendra un Comité de lecture féministe à la librairie L'Embarcadère). Il y a 150 ans, le 18 mars 1871, exaspéré par l'incompétence, la trahison et l'avidité de la grande bourgeoisie, le peuple de Paris se soulevait et chassait le gouvernement.

Pour la première fois au monde, en état de guerre, un gouvernement ouvrier tentait de répondre aux besoins urgents de la population : réquisition des entreprises et des logements vacants ; séparation de l'église et de l'Etat ; égalité hommes/femmes ; instruction publique laïque ; abolition des armées permanentes...

Pendant 72 jours - sous les attaques de l'armée prussienne et des Versaillais, isolés, sans moyens, sans financement -, le peuple parisien et ses représentants prennent des mesures sociales et démocratiques très importantes, avant d'être écrasés dans le sang par les troupes de Thiers pendant la dernière semaine de mai 1871.

A l'occasion de cet anniversaire et pour souligner la pertinence et l'actualité des mesures prises par la Commune de Paris, des militantEs politiques, syndicalistes, associatifs, d'origines diverses, organisent du 18 mars au 29 mai toute une série d'événements sur Saint-Nazaire.

Cette première journée place du Commando, sera l'occasion de lancer les débats, après un repas solidaire, agrémentés de jeux et d'animations musicales, puis d'une parade. ■

Le rôle des femmes



Louise Michel (1830-1905)
Institutrice, franc-maçonne, féministe, anarchiste.



Nathalie Le Mel (1826-1921)
Ouvrière bretonne, socialiste, membre de l'A.I.T.



Elisabeth Dmitrieff (1851-1918)
Militante russe, marxiste, membre de l'A.I.T.



André Léo (1824-1900)
Journaliste, anarchiste, féministe, membre de l'A.I.T.



Paule Mink (1839-19101)
Journaliste, féministe, socialiste, membre de l'A.I.T.



Marie Ferré, (1844-1882)
Couturière et militante républicaine.

SAMEDI 3 AVRIL - LES COMMUNARDES PRENNENT LA VILLE

15 h - RDV devant la librairie L'Embarcadère. Actions théâtrales à travers St Nazaire - Portraits de 8 communardes : Louise Michel, Nathalie Le Mel, Elisabeth Dmitrieff, André Léo, Paule Mink, Marie Ferré, Victorine Brocher, Béatrix Excoffon.

Héritières de celles de 1793, les femmes de la Commune s'organisent en force politique pour combattre et sauver Paris. Dès le 18 mars, elles sont partie prenante des événements, assurant le ravitaillement pour leur famille et sur les barricades, pansant les plaies, prenant les armes, remplaçant les hommes. Si certaines parmi elles sont révolutionnaires, toutes sont surtout lasses de n'être ni reconnues, ni écoutées. Leur combat ? Pour Louise Michel, c'est défendre une « humanité libre dans laquelle chaque être aura sa place ».

Très vite, elles s'organisent pour participer au changement de société en cours : coopératives ouvrières de production, écoles ouvertes aux pauvres et aux filles, lutte contre les abus des religieux, égalité des salaires hommes/femmes, participation aux combats... même si elles ne peuvent être élues ! Avec un courage sans faille, elles partagent le sort des condamnés à mort, à la déportation, à la prison et à l'exil. En créant, le 11 avril 1871 l'Union des Femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés, elles nous ont légué la première organisation politique de Femmes en France. ■

DIMANCHE 11 AVRIL CHORALE FÉMININISTE (ouverte à tou.te.s)

11 h - Place du Marché : textes et chansons révolutionnaires. ■



Victorine Brocher (1839-1921)
Cordonnière, écrivaine, anarchiste, membre de l'A.I.T.



Béatrix Excoffon (1849-1916)
Militante républicaine, ambulancière pendant la Commune.

LES PÉTROLEUSES

N'acceptant pas l'activisme des communardes, les Versaillais lancèrent la rumeur des "pétroleuses", incendiant les maisons de Paris à l'aide de pétrole qu'elles auraient porté dans des pots de lait.

Élément fort d'une histoire fantasmée de la Commune, ces rumeurs étaient créées de toute pièce par le système patriarcal, pour lequel la femme doit rester mère nourricière et modératrice de la violence.

Leurs détracteurs leur refusaient le statut de militantes, et associaient leur activisme à du terrorisme.

Aux barricades !



SAMEDI 17 AVRIL - BLOQUER TOUT !

13 h - Devant le blockhaus, avenue de Penhoët (ou base sous-marine, si pluie). Expo, débat, témoignages, vidéos et documents sur les luttes ouvrières passées et actuelles. 14 h 30 : Théâtre. 1789, 1793, 1830, 1848, 1871, 1968... Des dates où Insurrections et Barricades furent l'oeuvre des ouvrier.es face aux régimes autoritaires. Un monde ouvrier en expansion jusqu'aux années 1970, mais surexploité dans des usines, utilisé comme chair à canon et dressé contre les compagnons prolétaires ou colonisés.es. Des mémoires, forgées dans les révoltes et coordonnées par l'AIT. Des histoires qui se sont retrouvées dans des luttes héroïques telles que celles des Chantiers à Saint-Nazaire en 1955 : une lutte de huit mois, une révolte quasi spontanée face à la provocation patronale.

Elle a été un succès inespéré : 22% d'augmentation de salaire ; des répercussions en France (conventions collectives, allongement des congés payés) ; une reprise de confiance de la classe ouvrière contre le pouvoir gaulliste qui aboutira aux grèves de 67 avec émeutes comme à Redon, Caen et Saint-Nazaire, jusqu'aux barricades de 1968. Les mouvements syndicaux depuis 1995, puis à partir de 2009 les ZAD, et en 2018 les Gillets Jaunes ne sont pas sans évoquer ces mouvements populaires. ■

Les mesures sociales

SAMEDI 1^{ER} MAI - MANIFESTATION

10 h : Place de l'Amérique Latine, avec les organisations syndicales, pour défendre nos revendications, nos droits et libertés individuelles et collectives - aujourd'hui menacés par le gouvernement Macron.

Les revendications et les réalisations des Communard.e.s inspirèrent bien des batailles ouvrières dans les années suivantes, pour la réduction du temps de travail par exemple. Mais surtout pour les droits démocratiques, comme les lois de 1881/82 sur l'instruction publique gratuite et obligatoire et sur la liberté de la presse, de 1901 sur la liberté d'association, ou de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui sont aussi les résultats (décalés) de la Commune et du combat pour une République sociale. ■

Internationalisme



SAMEDI 15 MAI - LES COMMUNES ET RÉVOLTES À TRAVERS LE MONDE

15 h - place Nadia Boulanger (La Bouletterie). Expo, bibliothèque, jeux, projection, extraits de film, débats. En 1871, Paris n'est pas la seule à se révolter, les populations de Lyon, Marseille, le Creusot, etc.. créent aussi des Communes et pour certaines, avant la capitale. Ailleurs, l'insurrection Kabyle reprend en Mars 1871, contre l'Etat français qui cherche à s'approprier l'Algérie, depuis 1830. Dans nombre de pays, de la Russie à la Chine en passant par l'Espagne, des mouvements révolutionnaires ont réclamé ou réclament l'autonomie et l'autogestion. Le Rojava y parvient en 2013. Comme les Communardes en leur temps, les femmes Kurdes y combattent également pour libérer les peuples dans un projet politique de fédération démocratique et pluraliste. En Inde ou encore au Mexique se construisent aussi de nouvelles sociétés. Venez échanger avec nous sur ces autres Communes et révoltes populaires autour de jeux, d'une projection-débat, d'un infokiosque, et de livres de la bibliothèque militante des Ami.e.s de May. ■

Actualité de la Commune



SAMEDI 29 MAI - ASSEMBLÉE-DÉBAT

15 h - Parvis de la mairie (ou halle sud du Petit Maroc...)

Le rejet du gouvernement actuel est comparable au rejet du bonapartisme du second empire qui a conduit au soulèvement de la Commune. La question de la V^e République est aujourd'hui posée. Suffira-t-il de l'abolir pour satisfaire les revendications de la classe ouvrière ? Abolir ou détruire l'Etat ? Faut-il se contenter d'un autre système électoral « plus démocratique » ou faut-il prendre le contrôle et briser l'ensemble des institutions de l'Etat bourgeois y compris les institutions financières pour en finir avec le chantage de la dette ? Les soulèvements populaires sont le fruit d'une révolte spontanée des peuples sans projet préconçu. C'est au cours de la lutte que se pose pratiquement la question du pouvoir. Mais l'expérience de la lutte de classe incarnée par un parti lié au peuple n'est-elle pas indispensable pour ne pas répéter les erreurs du passé ? Ce problème s'est posé à la Commune. Quelle organisation pour la classe ouvrière ? Nous sommes aujourd'hui au cœur d'un processus de dédagisme et de rejet des partis qui interroge sur la possibilité d'une révolution ? Sa trahison est-elle inévitable ? Un parti est-il nécessairement conduit à dégénérer ? Rien n'est inévitable, ce sont les circonstances historiques et économiques qui expliquent les événements, et c'est cela qu'il faut essayer de comprendre aujourd'hui. Ces questions seront l'objet de la conférence débat. ■

Depuis le 1^{er} Mars 2021 : Exposition d'affiches sur la Commune de Paris et la Commune de Kronstadt, aux Ami.e.s de May : 25, bd de la Renaissance, Saint-Nazaire.